L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. F. WEIDNE & Co. RUE DE CHARTRES No 72, Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 22 DECEMBRE 1860.

G. F. WEIDNE, E. DUFOUR, C. HARDY — EDITEURS-PROPRIETAIRES.

Nouvelle-Orléans,
SAMEDI MATIN, 22 DÉCEMBRE.

☞ Voir la seconde page, pour :

LE FEUILLETON.
LE BULLETIN COMMERCIAL,
LE MARCHÉ AUX BESTIAUX,
LE MOUVEMENT DU PORT,
LE DÉPART DES STEAMERS ET BÂTEAUX.

Les personnes de l'AMÉRIQUE sont autorisées à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 cents pour les six numéros. On paiera sans poursuite.

Vendre à Domicile ou en Ferme.

Par H. Bogart & Co, ce m 47 Vieille levée—Chaussures, Bottes, Couvertures d'hiver, &c.

Par Vincent & Co, 28 Magasin — Rubans, Soieries, Turbanière, &c.

Par F. Fernandez, rue St Louis et Chartres — Fournitures en cuir, articles de fantaisie &c—demi—Un Billard complet.

Par le shérif, à l'Hôtel de Ville, un billard à vendre.

Le nouveau décret impérial.

Le décret par lequel Napoléon III a rétabli dans le corps législ Institue le régime parlementaire en France, a été accueilli avec faveur par la presse de l'opposition. Parmi les divers articles d'appréciation qui ont été publiés sur ce sujet, nous empruntons au *Journal des Débats* du 27 novembre le travail suivant de M. Prevost Paradol :

L'importance du décret du 24 novembre n'a échappé à personne, mais tout le monde ne se rend pas également compte des conséquences que doit avoir ce changement sur l'état actuel et sur la conduite de nos affaires. La résolution qu'a virait de modifier nos lois en ce qui touche les rapports des pouvoirs publics, nous a placés dans une situation nouvelle, et nous ne voulons point tarder davantage à déclarer, sans rien déguiser de nos sentiments, quels sont à notre yeux les nouveaux devoirs que cette situation nous impose.

Ce qui a frappé tout le monde dans le décret du 24 novembre, c'est la double intention de mettre le pouvoir législatif en rapport direct avec le pays, et de lui donner en même temps plus large et plus sérieuse dans la direction des affaires intérieures et extérieures de la nation. Assurer la publicité immédiate et complète des discussions d'une assemblée, c'est donner aux forces par un contact constant avec le public dont elle sert et avec l'opinion qui en rapporte, et elle les contient. Or, cette immédiate connexe si elle ne les conduit pas.

Nous croyons cependant que le décret d'hier, par la petite de plus en plus lointaine qu'il promet, n'est pas des causes de cette révolution de l'empereur, n'en est point la cause principale. La Chambre qui l'a provoquée par son adresse, et qui a pris l'initiative de la discussion, n'a pas été, dans la pensée de personne, l'objet d'une faveur spéciale. Elle est dans la nature des choses. Qu'est-ce, en effet, que la responsabilité ? Est-ce le droit de mettre fin aux ministres en nommant par leurs fonctions ? Il n'est pas dans la nature des choses que le souverain soit responsable ; il ne peut être mis en cause, ni il ne doit être destitué. Le véritable droit des assemblées, c'est de faire connaître au souverain, par la discussion, par le vote, par la publicité, quelle est la pensée du pays, quelle est la mesure de sa confiance, pour le guider dans le choix de ses ministres et dans la direction générale des affaires. Ce droit, elle l'exerce, et il ne peut pas lui être enlevé. Ce qui est nouveau, ce n'est pas le droit, c'est la publicité, c'est la discussion immédiate et complète des débats, c'est la liberté de la tribune. Ce qui est nouveau, c'est la suppression de l'adresse, c'est la faculté donnée à la Chambre de discuter sans avoir besoin de se faire autoriser par un message du souverain. Ce qui est nouveau, c'est la faculté donnée aux ministres d'entrer dans la Chambre, d'y prendre la parole, de défendre leurs actes, de répondre aux interpellations, de provoquer eux-mêmes la discussion. Ce qui est nouveau, c'est la faculté donnée à la Chambre de nommer elle-même son président, ses vice-présidents, ses secrétaires, et de former elle-même son bureau. Ce qui est nouveau, c'est la faculté donnée à la Chambre de nommer elle-même son président, ses vice-présidents, ses secrétaires, et de former elle-même son bureau. Ce qui est nouveau, c'est la faculté donnée à la Chambre de nommer elle-même son président, ses vice-présidents, ses secrétaires, et de former elle-même son bureau.

Mais comment doit s'exercer cette influence ? par quelle voie les opinions de cette assemblée l'exprimeront-elle ou faire jouer dans les affaires cette influence sur leur conduite ? La France, et, on peut le dire, l'Europe, se connaissent jusqu'à ce jour qu'un moyen d'établir entre le pouvoir exécutif et ces assemblées cette communication constante et cette influence réciproque qui sont les éléments même d'un gouvernement libre, c'est l'institution d'un ministère en relations directes et permanentes avec les députés de la nation. Ainsi, malgré la mobilité de nos esprits et le bon sens de notre nature, nous attendons en vain pendant les deux ou trois jours où les réformes allaient dans l'air. L'erreur nous est ministère ! Nous croyons pouvoir répondre en toute sûreté de conscience : Nous avons un ministère. Nous avons bien que ce ministère est composé défendable et que les uns ne seront des projets de loi que les autres viendront défendre. Les uns auront voulu à l'écart de la délibération intérieure, les autres à l'action et à la parole. Cette innovation, que l'expérience jugera et qui pourrait n'être qu'un pas vers l'ancien système, est moins importante que ne serait la présence, seule de la vérité. Qu'était-ce, en effet, que le ministère sous la Charte, sinon un pouvoir intermédiaire, un plastron entre le chef de l'Etat et les assemblées délibérantes, et quelquefois un appoint exceptionnel les ministres, des députés de la Couronne auprès de la Chambre ! Cette députation mutuelle, ce pouvoir médiateur, paraît rare aujourd'hui, puisque ministres ordinaires et ministres délibérants se trouvent réunis au même titre autour de la même table du conseil et en rapport constant, un sans pas les autres, avec le grand souverain du pays. Le dédoublement du ministère est, si l'on veut, une innovation en théorie ; il peut devenir dans la pratique une garantie pour les libertés sans. Il ne sera jamais un embarras sérieux pour la nation.

On dit cependant : "Ce ministère n'est point responsable ; rien ne l'oblige à subir l'influence des assemblées ; la création du 24 novembre n'est donc point viable et ne saurait manquer à engager dans la pente qui mène tout et, et on le fera marcher, il est de toute nécessité qu'elle dénie." Ceux qui parlent ainsi ne savent point combien la responsabilité d'un ministère est rapport avec une assemblée délibérante est indépendante des lois qui la consacrent et des constitutions qu'il la proclament. Elle est dans les faits eux-mêmes ; elle sort de la nature des choses. Qu'est-ce, en effet, que la responsabilité ? Est-ce la limite de pouvoirs des ministres en reconnaissant tout temps limites ? Non ; c'est que cela, c'est un droit dont la France n'a pas eu fois en trente ans, et à la suite d'une révolution. L'exercice de ce droit est entouré de tant qu'on ait le temps de l'attendre. Au fond, quand on parle de responsabilité, on n'est point en effet qu'il s'agit de savoir si un ministre est responsable, car ce mot cette responsabilité morale qui n'a été écrite dans aucune charte, mais qui est écrite bien plus fortement dans les mœurs des choses, et qui fait qu'aucun ministre ne peut essayer un rapport direct et constant avec une assemblée dont il n'a pas la confiance ou dont il a perdu la sympathie. Il n'est pas vrai de dire qu'un ministère présent ou, si l'on veut, représenté dans une chambre perde l'ouvrir d'y rester à partir du jour où il y est forcé de venir. Que chacun en juge par soi-même. Quel est l'homme du monde qui, pour se retirer d'une salle, demeure dans la pensée ? Voilà en deux mots toute la responsabilité ministérielle, la seule véritable et indispensable aux affaires, et qu'elle-là n'était pas plus écrite dans la charte qu'elle n'est écrite dans la constitution actuelle. Elle est écrite dans le bon sens universel et dans la force des choses ; on ne l'a méconnue formellement que lorsque l'on a voulu faire dans notre pays, et il a fallu pour cela un roi qui croyait recevoir des lumières d'en haut et un ministre auquel manquait l'intelligence des affaires d'ici bas.

On dit encore : "L'empereur est responsable et cela seul rend la pratique du décret du 24 novembre impossible." Le sont en regarde plus haut. Tous les peuples qu'on fait lui-même, et par cette que la responsabilité de l'empereur ne trouve aujourd'hui diminuée dans la proportion du jour où il la partagera avec un ministère et avec l'ensemble des représentants de la nation. Le bon sens public ne s'y est jamais trompé : et si dans le fond de l'âme il a toujours considéré le chef de l'Etat comme le synonyme du mot de *pouvoir*. La première de ces deux choses croit légitimement en raison de la seconde, et si le pouvoir est immense, c'est qu'il est accompagné d'une immense responsabilité qui pèse sur une seule tête. On dit souvent que le peuple français, inflexible aux faits, a raison en aplatis, inclinable aux mots, a raison délaissé irresponsables par les constitutions nationales. Il y a de vrai dans ce reproche, mais il est rapporté à la nature des choses ; on ne rapporte pas à la nature des constitutions. Il y a de vrai dans ce reproche, mais il est rapporté à la nature des choses ; on ne rapporte pas à la nature des constitutions. Il y a de vrai dans ce reproche, mais il est rapporté à la nature des choses ; on ne rapporte pas à la nature des constitutions. Il y a de vrai dans ce reproche, mais il est rapporté à la nature des choses ; on ne rapporte pas à la nature des constitutions.

Ce qui a frappé tout le monde dans le décret du 24 novembre, c'est la double intention de mettre le pouvoir législatif en rapport direct avec le pays, et de lui donner en même temps plus large et plus sérieuse dans la direction des affaires intérieures et extérieures de la nation. Assurer la publicité immédiate et complète des discussions d'une assemblée, c'est donner aux forces par un contact constant avec le public dont elle sert et avec l'opinion qui en rapporte, et elle les contient. Or, cette immédiate connexe si elle ne les conduit pas.

Nous croyons cependant que le décret d'hier, par la petite de plus en plus lointaine qu'il promet, n'est pas des causes de cette révolution de l'empereur, n'en est point la cause principale. La Chambre qui l'a provoquée par son adresse, et qui a pris l'initiative de la discussion, n'a pas été, dans la pensée de personne, l'objet d'une faveur spéciale. Elle est dans la nature des choses. Qu'est-ce, en effet, que la responsabilité ? Est-ce le droit de mettre fin aux ministres en nommant par leurs fonctions ? Non ; c'est que cela, c'est un droit dont la France n'a pas eu fois en trente ans, et à la suite d'une révolution. L'exercice de ce droit est entouré de tant qu'on ait le temps de l'attendre. Au fond, quand on parle de responsabilité, on n'est point en effet qu'il s'agit de savoir si un ministre est responsable, car ce mot cette responsabilité morale qui n'a été écrite dans aucune charte, mais qui est écrite bien plus fortement dans les mœurs des choses, et qui fait qu'aucun ministre ne peut essayer un rapport direct et constant avec une assemblée dont il n'a pas la confiance ou dont il a perdu la sympathie. Il n'est pas vrai de dire qu'un ministère présent ou, si l'on veut, représenté dans une chambre perde l'ouvrir d'y rester à partir du jour où il y est forcé de venir. Que chacun en juge par soi-même. Quel est l'homme du monde qui, pour se retirer d'une salle, demeure dans la pensée ? Voilà en deux mots toute la responsabilité ministérielle, la seule véritable et indispensable aux affaires, et qu'elle-là n'était pas plus écrite dans la charte qu'elle n'est écrite dans la constitution actuelle. Elle est écrite dans le bon sens universel et dans la force des choses ; on ne l'a méconnue formellement que lorsque l'on a voulu faire dans notre pays, et il a fallu pour cela un roi qui croyait recevoir des lumières d'en haut et un ministre auquel manquait l'intelligence des affaires d'ici bas.

On dit encore : "L'empereur est responsable et cela seul rend la pratique du décret du 24 novembre impossible." Le sont en regarde plus haut. Tous les peuples qu'on fait lui-même, et par cette que la responsabilité de l'empereur ne trouve aujourd'hui diminuée dans la proportion du jour où il la partagera avec un ministère et avec l'ensemble des représentants de la nation. Le bon sens public ne s'y est jamais trompé : et si dans le fond de l'âme il a toujours considéré le chef de l'Etat comme le synonyme du mot de *pouvoir*. La première de ces deux choses croit légitimement en raison de la seconde, et si le pouvoir est immense, c'est qu'il est accompagné d'une immense responsabilité qui pèse sur une seule tête. On dit souvent que le peuple français, inflexible aux faits, a raison en aplatis, inclinable aux mots, a raison délaissé irresponsables par les constitutions nationales. Il y a de vrai dans ce reproche, mais il est rapporté à la nature des choses ; on ne rapporte pas à la nature des constitutions. Il y a de vrai dans ce reproche, mais il est rapporté à la nature des choses ; on ne rapporte pas à la nature des constitutions. Il y a de vrai dans ce reproche, mais il est rapporté à la nature des choses ; on ne rapporte pas à la nature des constitutions.

Dépêches Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Nouvelles de la Caroline du Sud.

Proposition d'une confédération du Sud.

La Convention en session secrète.

Charleston, 21 déc, 9 heures P. M.—La Convention d'un réunion secrète cet après-midi, probablement à l'ajournement. Les prières ont été adressées toujours le Très-Haut d'unir le peuple du Sud pour la défense d'une considération du Sud. On a demandé la nomination d'un comité pour tavailler le gouverner, le maître de poste et le sténographe de Post à y assister. Cependant cette motion a été complètement rentée. Barnwell Rhett, président du comité, a présenté la une adresse aux Etats du Sud ; c'est une longue lettre des souffrances de la Caroline du Sud pendant le temps de son annexion à l'Union. La Convention a refusé de publier cette adresse jusqu'à ce qu'elle n'ait été définitivement adoptée ; elle l'en l'ordre du jour après demain mardi.

Le juge Wardlaw a fait un rapport d'ordonnance, amendant la Constitution de l'Etat de la Caroline du Sud. Quelques affaires sans importance ont été soumises, après quoi la Convention s'est ajournée à mardi, déclarant tout le monde à l'exception des membres.

Chambres—Washington, 21 déc.—La Chambre, dans son comité d'hier, a adopté le substitut pour le bill du Pacifique proposé et a été passé sous P. M. Curtis, de l'Iowa, qui ainsi amendé a passé par 99 voix contre 78.

Le bill de Pacifique accepté de faire partie du comité de trente-trois.

Les dix milliems des Etats-Unis—Washington, 21 déc.—Les trois quarts environ des dix millions sont déjà payés.

La nouvelle de la création au Congrès.

Washington, 21 décembre.—Les nouvelles du vote par la Caroline du Sud, de l'ordonnance de sécession a causé, aujourd'hui, dans le Congrès une profonde émotion.

L'élection dans le Mississippi.

Jackson, 21 décembre—Ce qui suit est le résultat de vote dans le comté de Claiborne, pour les délégués à la Convention :

Elliott, candidat sécessionniste	322
Magruder, coopération	143
Archer, sécessionniste indépendant	23

Georgie.

Augusta, 21 décembre—A la réception des nouvelles de la Caroline du Sud hier, cent coups de canon ont été tirés, et la cloche mourra à sonner pendant quelques heures.

SENAT DES ETATS-UNIS.

Le Sénat, dans sa séance d'aujourd'hui, a ordonné que le bill du Railway du Pacifique soit l'ordre du jour spécial du 2 janvier prochain.

Le bill du chemin de fer de Baltimore et de l'Ohio a passé avec un léger amendement.

Enthousiasme à Charleston.

GRANDE DEMONSTRATION.

Les Mineurs Mon en parade.

Sérénade donnée au gouv. Pickens.

Illumination de résidences privées

Charleston, 21 déc, 9 heures P. M.—Il règne ici ce soir une grande agitation.

Une grande procession composée du corps régulier, de trente-mon, plusieurs milliers de personnes, mimic-mon, citoyens, étrangers, la milice et le département des pompiers ont passé dans les principales rues, avec une musique entraînante. Des illuminations générales, des transparents et de larges réflecteurs de locomotive.

La procession s'est formée du "Secession Hall" en face de l'hôtel où est situé la Maison. M. Pickens, le gouverneur élu, a reçu une belle sérénade. A une heure avancée les personnes qui ont passé devant la maison de la même manière, la procession suivait la sérénade.

L'honorable Wm D. Porter, président du Sénat, général Simmons, speaker de la Chambre, général Jamison, président de la Convention, major Macbeth et d'autres personnages distingués.

Il n'est pas rare de la procession flottait le véritable drapeau, récemment arboré par le capitaine Berry au grand mât du steamer *Columbus*, à bord de l'île du Gouverneur, New-York. Que chacun en juge par soi-même. Quel est l'homme du monde qui, pour se retirer d'une salle, demeure dans la pensée ? Voilà en deux mots toute la responsabilité ministérielle, la seule véritable et indispensable aux affaires, et qu'elle-là n'était pas plus écrite dans la charte qu'elle n'est écrite dans la constitution actuelle. Elle est écrite dans le bon sens universel et dans la force des choses ; on ne l'a méconnue formellement que lorsque l'on a voulu faire dans notre pays, et il a fallu pour cela un roi qui croyait recevoir des lumières d'en haut et un ministre auquel manquait l'intelligence des affaires d'ici bas.

On dit encore : "L'empereur est responsable et cela seul rend la pratique du décret du 24 novembre impossible." Le sont en regarde plus haut. Tous les peuples qu'on fait lui-même, et par cette que la responsabilité de l'empereur ne trouve aujourd'hui diminuée dans la proportion du jour où il la partagera avec un ministère et avec l'ensemble des représentants de la nation. Le bon sens public ne s'y est jamais trompé : et si dans le fond de l'âme il a toujours considéré le chef de l'Etat comme le synonyme du mot de *pouvoir*. La première de ces deux choses croit légitimement en raison de la seconde, et si le pouvoir est immense, c'est qu'il est accompagné d'une immense responsabilité qui pèse sur une seule tête. On dit souvent que le peuple français, inflexible aux faits, a raison en aplatis, inclinable aux mots, a raison délaissé irresponsables par les constitutions nationales. Il y a de vrai dans ce reproche, mais il est rapporté à la nature des choses ; on ne rapporte pas à la nature des constitutions. Il y a de vrai dans ce reproche, mais il est rapporté à la nature des choses ; on ne rapporte pas à la nature des constitutions. Il y a de vrai dans ce reproche, mais il est rapporté à la nature des choses ; on ne rapporte pas à la nature des constitutions.

Ce qui a frappé tout le monde dans le décret du 24 novembre, c'est la double intention de mettre le pouvoir législatif en rapport direct avec le pays, et de lui donner en même temps plus large et plus sérieuse dans la direction des affaires intérieures et extérieures de la nation. Assurer la publicité immédiate et complète des discussions d'une assemblée, c'est donner aux forces par un contact constant avec le public dont elle sert et avec l'opinion qui en rapporte, et elle les contient. Or, cette immédiate connexe si elle ne les conduit pas.

Nous croyons cependant que le décret d'hier, par la petite de plus en plus lointaine qu'il promet, n'est pas des causes de cette révolution de l'empereur, n'en est point la cause principale. La Chambre qui l'a provoquée par son adresse, et qui a pris l'initiative de la discussion, n'a pas été, dans la pensée de personne, l'objet d'une faveur spéciale. Elle est dans la nature des choses. Qu'est-ce, en effet, que la responsabilité ? Est-ce le droit de mettre fin aux ministres en nommant par leurs fonctions ? Non ; c'est que cela, c'est un droit dont la France n'a pas eu fois en trente ans, et à la suite d'une révolution. L'exercice de ce droit est entouré de tant qu'on ait le temps de l'attendre. Au fond, quand on parle de responsabilité, on n'est point en effet qu'il s'agit de savoir si un ministre est responsable, car ce mot cette responsabilité morale qui n'a été écrite dans aucune charte, mais qui est écrite bien plus fortement dans les mœurs des choses, et qui fait qu'aucun ministre ne peut essayer un rapport direct et constant avec une assemblée dont il n'a pas la confiance ou dont il a perdu la sympathie. Il n'est pas vrai de dire qu'un ministère présent ou, si l'on veut, représenté dans une chambre perde l'ouvrir d'y rester à partir du jour où il y est forcé de venir